# Lâ€™eau, de la tragÃ©die des communs Ã  une nouvelle gouvernance territoriale

Dossier de<br /> Rodri OLAVARRIA
March 2014

L'actuelle gÃ©nÃ©ration qui dessine le contexte
socio-environnemental dans lequel naÃ®tront les gÃ©nÃ©rations futures
est-elle prÃªte Ã  assumer ses responsabilitÃ©s devant les tribunaux de
l'Histoire lorsque l'eau de qualitÃ© deviendra une denrÃ©e rare ? En 1960, Elinor Ostrom entama une rÃ©flexion sur la gouvernance des biens communs qui allait aboutir Ã  sept grands principes. Rodri OLAVARRIA fait l'exercice de les appliquer Ã  l'eau. H2o mars 2014.

L'eau, de la tragÃ©die des communs Ã  une nouvelle gouvernance territoriale

L'actuelle gÃ©nÃ©ration qui dessine le contexte
socio-environnemental dans lequel naÃ®tront les gÃ©nÃ©rations futures
est-elle prÃªte Ã  assumer ses responsabilitÃ©s devant les tribunaux de
l'Histoire lorsque l'eau de qualitÃ© deviendra une denrÃ©e rare ? En 1960, Elinor Ostrom entama une rÃ©flexion sur la gouvernance des biens communs qui allait aboutir Ã  huit grands principes.

Rodri OLAVARRIAconsultantÂ  international

illustration - artiste invitÃ© au 6Ã¨me Forum Mondial de l'Eau, Marseille 2011

photo Martine LE BECH2o - mars 2014

Â

Selon le rapport mondial de l'eau publiÃ© en 2012 par UNWater (Nations unies), les nombreuses crises structurelles, souvent dÃ©crites individuellement (crise alimentaire, crise financiÃ¨re, crise Ã©nergÃ©tique, changement climatique...), sont toutes inter liÃ©es par leurs causes et consÃ©quences. Une compÃ©tition sauvage pour accÃ©der aux ressources (souvent limitÃ©es), dont l'eau est identifiÃ©e comme le point commun.

Le trÃ¨s libÃ©ral Forum Ã‰conomique Mondial de Davos, dans son rapport Global Risks 2014, identifie la crise de l'eau comme l'un des principaux challenges de ce XXIe siÃ¨cle et conclut que "la crise de l'eau rÃ©sulte d'un mauvais management et de l'augmentation de la compÃ©tition pour des ressources en eau qui sont dÃ©jÃ  rares Ã  cause des activitÃ©s Ã©conomiques et de l'augmentation de la population". Leur solution ? La propriÃ©tÃ© privÃ©e contre la "tragÃ©die des communs" dÃ©crite par Garrett Hardin en 1968 ?

Aussi, malgrÃ© l'apparent succÃ¨s des objectifs du dÃ©veloppement du millÃ©naire (PNUD) de diminuer de moitiÃ© le

pourcentage de la population qui n'a pas accÃ¨s Ã  un approvisionnement en eau potable - bravo ! -Â  ni aux services d'assainissement de base - un Ã©chec total ! -, nous sommes loin d'avoir rÃ©pondu de faÃ§on soutenable aux dÃ©fis hydriques au sein de nos sociÃ©tÃ©s globalisÃ©es.

Aujourd'hui, nous sommes quotidiennement confrontÃ©s aux crises hydriques telles que les sÃ©cheresses estivales et les inondations hivernales, le manque d'accÃ¨s Ã  l'eau pour les plus dÃ©munis et une qualitÃ© douteuse de l'eau en gÃ©nÃ©ral ; Ã un manque d'assainissement Ã  Ã©chelle globale (un tiers de la population mondiale), une marchandisation progressive de l'eau et de la nature, la monopolisation de l'usage de l'eau (mines, agro-industrie, gaz de schiste...), entre autres. Toutes ces tensions hydriques nous emmÃ¨nent vers des lendemains qui ne chantent guÃ¨re. Si le modÃ¨le de dÃ©veloppement se maintient dans l'Ã©tat actuel, si tout le monde consomme et produit comme un pays moyen de l'OCDE, nous aurons besoin d'une dizaine de planÃ¨tes pour vivre. HÃ©las, nous vivons dÃ©jÃ  sur le seul oasis connu dans ce dÃ©sert sidÃ©ral.

Doit-on succomber Ã  la tragÃ©die de l'eau ?

Le bilan que nous venons de tirer permet de nous questionner sans contours sur la dite intelligence de notre espÃ¨ce. Sommes-nous Ã  ce point incapables de construire un systÃ¨me de gouvernance qui permette d'assurer la soutenabilitÃ© de notre espÃ¨ce sur cette planÃ¨te ? L'actuelle gÃ©nÃ©ration, celle qui dessine le contexte socio-environnemental dans lequel naÃ®tront les gÃ©nÃ©rations futures, est-elle prÃªte Ã  assumer ses responsabilitÃ©s devant les tribunaux de l'Histoire lorsque l'eau de qualitÃ© deviendra une denrÃ©e rare ?

Dans cette tragÃ©die des communs, la cupiditÃ© humaine du "toujours plus" - comprendre toujours plus de de profit - tend Ã imposer l'idÃ©ologie de la croissance Ã©conomique comme modÃ¨le de dÃ©veloppement.

Heureusement, l'eau inspire depuis des millÃ©naires des formes pacifiÃ©es de gestion oÃ¹ la ressource agit comme mÃ©canisme d'entente, car comme tous les communs, elle nous rapproche du monde vÃ©cu. Ce monde dÃ©crit par AndrÃ© Gorz, un des premiers Ã©cologistes europÃ©ens, comme une barriÃ¨re contre "l'aliÃ©nation du sujet que produisent le capitalisme et l'extension du champ d'une rationalitÃ© Ã©conomique. Le monde vÃ©cu est conÃ§u comme le lieu oÃ¹ les conditions de l'autonomie doivent Ãªtre rÃ©unies afin que le sujet puisse pleinement advenir Ã  lui-mÃªme, c'est-Ã -dire assumer les fins et les valeurs de ses actions" (L'Ã©cologie est politique, Fondation de l'Ã©cologie politique, Paris, 2013). Un monde que nous habitons et qui nous habite Ã  travers les communs. C'est ainsi que les diverses cultures, depuis des millÃ©naires, ont dÃ©veloppÃ© tout naturellement des formes de gouvernance des biens communs, cela bien avant que l'Ã‰tat-nation et les multinationales rÃ¨gnent sur Terre.

L'approche empirique d'Ostrom de la gouvernance des communs

C'est Ã  travers l'eau, par les nappes phrÃ©atiques de Los Angeles (Ã‰tats-Unis), qu'Elinor Ostrom commenÃ§a, en 1960, son parcours vers une Ã©tude complÃ¨te sur la gouvernance des biens communs. Elle Ã©tudia l'impact Ã©conomique des mauvaises gestions des nappes phrÃ©atiques en s'intÃ©ressant plus particuliÃ¨rement aux modes de gestions soutenables empiriquement prouvÃ©s tout comme les principes de gouvernance qu'ils s'y opÃ¨rent. Elle a trouvÃ© maintes rÃ©ponses sur la gestion locale et communautaire rÃ©alisÃ©e aux Ã‰tats-Unis et ailleurs. Comme rÃ©sultat de plus de cinquante annÃ©es de travail, elle obtient en 2009 le prix Nobel d'Ã©conomie. En termes pratiques et en vue de la construction d'une gestion par les communs, elle nous propose un ensemble de principes pour une gouvernance des communs.

Nous faisons ici l'exercice de les appliquer Ã  l'eau.

- Les communs ne sont pas la propriÃ©tÃ© de tous, c'est la "propriÃ©tÃ©" (l'usage) des personnes qu'habitent et se servent des ressources naturelles sur un territoire bien dÃ©limitÃ©. Dans notre cas, le territoire de l'eau Ã  identifier et Ã  limiter se prÃ©sente plutÃ´t clairement : nappe souterraine, zone humide, lacs, micro/macro bassins versants, etc.

- Tout projet touchant Ã  la complexitÃ© hydrographique et aux espaces de gouvernance doivent s'adapter au contexte local (physique, climatique, social, Ã©conomique, dÃ©mographique...).

- Le projet doit Ãªtre le fruit de la participation large et Ã©clairÃ©e des acteurs locaux lesquels auront aussi participÃ© Ã  la dÃ©finition des rÃ¨gles de gestion de la ressource naturelle.

- Les membres participants au systÃ¨me de gouvernance du commun (nappe phrÃ©atique, par exemple) surveilleront le respect de ces rÃ¨gles.

- Ils appliqueront des sanctions graduelles lorsque celle-ci ne sont pas respectÃ©es (pollution, surexploitation...).

- Les mÃ©canismes de rÃ©solution de conflits doivent Ãªtre accessibles et gÃ©rÃ©s localement.

- Pour cela, la communautÃ© habitant sur le territoire de l'eau doit avoir le droit d'Ã©laborer en autonomie les institutions de gouvernance sans interfÃ©rence externe. Cette gouvernance s'organise Ã©ventuellement avec les autres Ã©chelles territoriales.

Ostrom ose aller au-delÃ  du schÃ©ma classique Ã‰tat/privÃ© et intÃ¨gre la dimension locale territoriale comme une alternative rÃ©elle de gouvernance de ressources naturelles.

Les dÃ©fis pour arriver Ã  une gestion territorialisÃ©e des communs

Les modÃ¨les de gouvernance installÃ©s par le centralisme pour l'intÃ©rÃªt de la nation s'Ã©loignent souvent des rÃ©alitÃ©s locales en imposant un schÃ©ma institutionnel, un objectif national au-dessus des objectifs locaux, un cadre juridique donnÃ© et des fonctions bien encadrÃ©es avec un budget bien limitÃ©. La globalisation et ses institutions ont une influence rÃ©elle sur les politiques publiques. Par exemple, les plans hydriques nationaux sont souvent influencÃ©s par les politiques internationales promues par les banques de dÃ©veloppement, les agences des Nations unies, les think tanks Ã©conomiques, entre autres. Ils font la promotion de "bons modÃ¨les" de gestion et de principes tels que la gestion intÃ©grÃ©e des ressources en eau, la gestion par les logiques du marchÃ© (partenariat privÃ© public), la mise en avant de la propriÃ©tÃ© privÃ©e dont le but est l'obtention du majeur profit au moindre coÃ»t, entre autres. Dans ce cadre, promouvoir une gouvernance locale telle que Ostrom nous le propose semble une utopie. Or, l'utopie consiste Ã  croire que nous devons accÃ©lÃ©rer nos niveaux de consommation et de production pour nous dÃ©velopper, mÃªme si cela crÃ©e des zones de sacrifice.

Au regard des enjeux de l'eau sur les territoires, les citoyens ont la responsabilitÃ© de s'organiser et de prendre le devant face aux dÃ©cisions portÃ©es "d'en haut" pour le plus grand bien "du bas" (nous). Nous ne sommes pas le 99 %, comme disaient les pancartes d'Occupy Wall Street. Nous sommes le 1 % face au 1 % de l'establishment. Le dÃ©fi consiste Ã  rallier le 98 % restant Ã  la cause des communs !

Les habitants des territoires ont Ã©videmment leur mot Ã  dire sur cette gouvernance. Ce mot peut Ãªtre portÃ© par les actions dÃ©jÃ  menÃ©es par les associations locales mais aussi par la structuration d'un plaidoyer bien ciblÃ©, limitÃ© dans le

temps, identifiÃ© et planifiÃ© de forme participative, portÃ© par une Ã©quipe militante dont les rÃ©sultats pourraient Ãªtre mesu au bout d'un an, pas plus ! Il s'agit de se focaliser sur les talons d'Achille d'un systÃ¨me qui nous dÃ©passe. Si bien un plaidoyer pour les communs ne nous permettrait pas - quoi que -Â  d'obtenir le statut de bien commun de la ressource ciblÃ©e, mais au moins il nous permettra de nous rapprocher d'une forme planifiÃ©e au plus prÃ¨s d'un objectif concertÃ©.

Dans les contextes dÃ©mocratiques, nous pourrons toujours pousser les portes qui mÃ¨nent vers une gestion spÃ©cifique et territorialisÃ©e de l'eau. Les citoyens doivent investir les espaces de participation existant et pousser vers la crÃ©ation de ceux qui nous manquent. S'organiser afin d'influencer objectivement en la dÃ©finition d'une gouvernance de l'eau sur un territoire oÃ¹ vous vous trouviez, c'est, comme le rappelle Elinor Ostrom, une des phases pour l'avÃ¨nement d'une gouvernance rÃ©alisÃ©e au travers des principes des biens communs et dont l'eau est la clÃ© de voÃ»te. .

Â

L'auteur

Rodri Olavarria est consultant international, expert sur la thÃ©matique eau pour la Fondation France LibertÃ©s et Empodera Consultores.

Master en expertise en coopÃ©ration, Ã©ducation et formation Ã  Paris 5, il porte une expÃ©rience de dix ans dans la solidarit internationale en tant que responsable et directeur de programmes. Il est membre de l'UniversitÃ© internationale Terre Citoyenne, du Forum pour d'autres indicateurs de richesse et fondateur de Incidencias. Il enseigne hydro diplomatie Ã l'UniversitÃ© Paris Sud, Master Diplomatie et NÃ©gociation stratÃ©gique.

Fondation France LibertÃ©s

Empodera Consultores